

Loin de créer de l'emploi, la course aux armements coûte des emplois si on en croit un rapport sur «Les liens entre le désarmement et le développement», rédigé par 27 pays pour le compte des Nations Unies . . .

Ce rapport est mieux connu sous le nom de rapport Thorson. Je pourrais aussi citer au ministre bien d'autres sources selon lesquelles les fonds investis dans les armements créent moins d'emplois que dans n'importe quel autre secteur.

M. le Président: Le député a-t-il une question à poser?

M. Allmand: Oui, je vais poser ma question. Le secteur des armements est comparé notamment au commerce de détail, à l'éducation, aux hôpitaux, à la presse, au secteur de l'énergie et à celui des métaux.

J'ai deux questions à poser au ministre. Ce dernier approuve-t-il les propos tenus par le ministre de la Défense nationale pour qui il serait possible de régler les problèmes de chômage en consacrant davantage de crédits aux armements? En second lieu, comment pourra-t-il convaincre le monde entier qu'il est véritablement en faveur du désarmement quand le ministre de la Défense nationale affirme que nous fabriquons davantage d'armements pour créer de l'emploi, ce qui ne sera pas le cas?

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, si nous vivions dans un monde parfait, il ne serait pas nécessaire de dépenser pour nous défendre. Mais notre monde n'est pas parfait. Nous vivons dans un monde déchiré par des conflits entre des pays et nous ne partageons pas tous les mêmes valeurs. Le Canada ne peut rester indifférent devant les luttes idéologiques. Nous sommes en faveur de la liberté. Nous participons, avec nos alliés, à la défense de la liberté.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Nous sommes prêts à accepter nos obligations pour défendre la liberté tout comme nous assumons notre devoir en favorisant le contrôle des armes et le désarmement.

Je ne voudrais pas être trop long, mais je rappelle que l'ancien gouvernement libéral n'a jamais convoqué le comité consultatif sur le désarmement. Pourtant, c'est ce que vient de faire le conseiller en désarmement nommé par le gouvernement actuel. Même en période de restrictions budgétaires, le gouvernement est prêt à engager les sommes nécessaires pour que le Canada contribue à l'étape essentielle de la vérification des accords sur le contrôle des armements, si ces accords sont conclus un jour. Je pourrais poursuivre encore longtemps, mais je dois insister sur le fait qu'il est absolument essentiel de travailler à la fois pour la paix et la liberté et c'est ce à quoi notre gouvernement s'est engagé.

Des voix: Bravo!

M. Robinson: Monsieur le Président, je voudrais reparler de la question qu'a posée ma collègue, la députée de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett), pour clarifier les propos fort troublants du ministre qui a soutenu que la recherche sur les

Pourparlers sur le désarmement

armes de la guerre de l'espace était fondamentalement acceptable aux yeux du gouvernement du Canada. Je voudrais lui poser une question à ce sujet et une autre dans un domaine apparenté.

Le ministre pourrait-il clarifier sa position pour la gouverne du Parlement et du peuple du Canada en nous disant si elle diffère un tant soit peu de celle du gouvernement américain ou du président Reagan en ce qui concerne la prétendue recherche sur les armes de la guerre de l'espace?

● (1530)

Peut-il nous dire exactement ce qu'il sait de la mesure dans laquelle on ne s'en est pas tenu tout simplement à des recherches mais on a pris d'importantes mesures en vue de déployer des armements dans l'espace? Quelles différences y a-t-il, si différence il y a, entre la position du gouvernement du Canada et celle du gouvernement des États-Unis en ce qui concerne la recherche sur les armes de la guerre de l'espace et leur déploiement?

Deuxièmement, monsieur le Président, sur une autre question fort importante, le ministre a déclaré que le Canada n'hésiterait pas à défendre les libertés et nous sommes évidemment d'accord avec lui.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Et l'OTAN?

M. Robinson: Cela veut-il dire que le Canada a son rôle à jouer dans les plans d'urgence des gouvernements américains actuel ou précédents même s'il n'en a pas été informé et n'y a pas donné son consentement? Le ministre pourrait-il nous expliquer . . .

M. le Président: Merci.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, je suppose que rien ne pourrait mieux montrer la différence d'attitude à l'égard de nos responsabilités dans la poursuite d'un accord sur la réglementation de l'armement que le fait qu'au moment où des négociations délicates commencent enfin, on nous demande de préciser les divergences au lieu d'appuyer les gens assis à la table, au risque de troubler ces négociations. C'est peut-être la position du Nouveau parti démocratique, mais ce n'est pas celle du gouvernement du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): On m'a posé une question générale; on m'a demandé s'il y a désaccord sur une notion qui en est encore à ses premiers balbutiements et qui est hypothétique . . .

Mme Jewett: Elle n'est pas hypothétique.

M. Clark (Yellowhead): . . . et il s'agit d'une question très compliquée. La seule façon pour moi de répondre au député, monsieur le Président, c'est de lui demander s'il a une question précise à me poser au sujet d'un aspect de la recherche sur l'IDS, de me la poser directement au lieu de se retrancher derrière des questions générales et évanescentes.